



UNITED NATIONS/NATIONS UNIES

OFFICIAL RECORDS OF THE THIRD SESSION
OF THE GENERAL ASSEMBLY, PART II

AD HOC POLITICAL COMMITTEE

ANNEXES TO THE SUMMARY RECORDS OF MEETINGS

1949

DOCUMENTS OFFICIELS DE LA TROISIEME SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE, DEUXIEME PARTIE

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

ANNEXES AUX COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SEANCES

LAKE SUCCESS, NEW YORK

NOTE

All United Nations documents are designated by symbols, i.e., capital letters combined with figures. Mention of such a symbol indicates a reference to a United Nations document.

Les documents de l'Organisation des Nations Unies portent tous une cote, qui se compose de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE OF CONTENTS

With a list of documents relevant to the summary records of meetings of the *Ad Hoc* Political Committee¹

TABLE DES MATIERES

Avec des références à des documents dont il est question dans les comptes rendus analytiques de la Commission politique spéciale¹

Document No.	Title	No. of agenda item ²	Page	Reference to other sources
No du document	Titre	No du point de l'ordre du jour ²	Pages	Références au document à consulter
A/AC.24/40 and Corr.1	United States of America: draft resolution [adopted by the <i>Ad Hoc</i> Political Committee at its 29th meeting, 6 April 1949] Etats-Unis d'Amérique: projet de résolution [adopté par la Commission politique spéciale à sa 29ème séance, le 6 avril 1949]	4 (19)		Reproduced in the summary records, ¹ pages 3 and 5 Reproduit dans les comptes rendus analytiques ¹ , pages 3 et 5
A/AC.24/42	Philippines: draft resolution Philippines: projet de résolution	14 (68)		See A/835, ³ paragraphs 3, 9 and 11 Voir A/835 ³ , paragraphes 3, 9 et 11
A/AC.24/43	Dominican Republic: amendment to the Philippine draft resolution (A/AC.24/42) République Dominicaine: amendement au projet de résolution présenté par les Philippines (A/AC.24/42)	14 (68)		Reproduced in the summary records, ¹ page 28 Reproduit dans les comptes rendus analytiques ¹ , page 28
A/AC.24/43/ Rev.1	Dominican Republic: revised amendment to the Philippine draft resolution (A/AC.24/42) République Dominicaine: texte révisé de l'amendement au projet de résolution présenté par les Philippines (A/AC.24/42)	14 (68)		Reproduced in the summary records, ¹ page 45 Reproduit dans les comptes rendus analytiques ¹ , page 45
A/AC.24/44	Equateur: amendement au projet de résolution (A/AC.24/42) Equateur: amendement au projet de résolution présenté par les Philippines (A/AC.24/42)	14 (68)		Reproduced in the summary records, ¹ page 35 Reproduit dans les comptes rendus analytiques ¹ , page 35
A/AC.24/45	Draft resolution adopted by the <i>Ad Hoc</i> Political Committee at its 32nd meeting, 11 April 1949 Projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale à sa 32ème séance, le 11 avril 1949	14 (68)	1	
A/AC.24/47	Allocation of items on the agenda of the second part of the third session; letter dated 13 April 1949 from the President of the General Assembly to the Chairman of the <i>Ad Hoc</i> Political Committee Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session; lettre en date du 13 avril 1949 adressée au Président de la Commission politique spéciale par le Président de l'Assemblée générale		1	

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Ad Hoc Political Committee*.

² Cited in this column are the numbers of the items on the agenda of the second part of the third session of the General Assembly to which the documents pertain. These items are reproduced in the classification of documents by agenda items which follows the table of contents. See page vii. The numbers in brackets indicate the order of items on the agenda of the first part of the session.

For the complete agenda of the session, see *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings*, pages xxxvii to xxxix.

³ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings, Annexes*.

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*.

² Les numéros indiqués dans cette colonne sont ceux des points de l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session de l'Assemblée générale auxquels ont trait les documents énumérés dans les colonnes de gauche. On trouvera dans la classification ci-après, à la page vii, l'énumération de ces points de l'ordre du jour. Les numéros entre parenthèses sont ceux qui portaient les questions lors de la première partie de la session.

Pour la liste complète des points de l'ordre du jour de la session, voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*, pages xxxvii à xxxix.

³ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières, Annexes*.

Document No.	Title	No. of agenda item ²	Page	Reference to other sources
No du document	Titre	No du point de l'ordre du jour ²	Pages	Références au document à consulter
A/AC.24/48 and Corr.1	Cuba: draft resolution Cuba: projet de résolution	18	2	
A/AC.24/48/Rev.2	Cuba: amended draft resolution Cuba: projet de résolution amendé	18	5	
A/AC.24/49	Draft resolution adopted by the <i>Ad Hoc</i> Political Committee at its 33rd meeting, 18 April 1949 Projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale à sa 33ème séance, le 18 avril 1949	15 (74)		Reproduced in A/839, ³ paragraph 5 Reproduit dans A/839 ³ , paragraphe 5
A/AC.24/50	Australia: draft resolution Australie: projet de résolution	18	6	
A/AC.24/51/Corr.1	Bolivia: draft resolution Bolivie: projet de résolution	18	7	
A/AC.24/52	Australia: draft resolution Australie: projet de résolution	18	7	
A/AC.24/53	Chile: amendments to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr.1) Chili: amendements au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)	18	8	
A/AC.24/54	Colombia and Costa Rica: amendment to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr.1) Colombie et Costa-Rica: amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)	18	8	
A/AC.24/56	Australia and Cuba: amendment to the Bolivian resolution (A/AC.24/51/Corr.1) Australie et Cuba: amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)	18	9	
A/AC.24-57	Telegram dated 23 April 1949 from the Government of the People's Republic of Hungary to the Secretary-General Télégramme en date du 23 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Hongrie	18	9	
A/AC.24-58	Telegram dated 27 April 1949 from the Government of the People's Republic of Bulgaria to the Secretary-General Télégramme en date du 27 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie	18	10	
A/AC.24/59	Allocation of items on the agenda of the second part of the third session; letter dated 2 May 1949 from the President of the General Assembly to the Chairman of the <i>Ad Hoc</i> Political Committee Répartition de questions inscrites à l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session; lettre en date du 2 mai 1949 adressée au Président de la Commission politique spéciale par le Président de l'Assemblée générale			See the summary records, ¹ page 176 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , page 176

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Ad Hoc Political Committee*.

² Cited in this column are the numbers of the items on the agenda of the second part of the third session of the General Assembly to which the documents pertain. These items are reproduced in the classification of documents by agenda items which follows the table of contents. See page vii. The numbers in brackets indicate the order of items on the agenda of the first part of the session.

For the complete agenda of the session, see *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings*, pages xxxvii to xxxix.

³ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings, Annexes*.

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*.

² Les numéros indiqués dans cette colonne sont ceux des points de l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session de l'Assemblée générale auxquels ont trait les documents énumérés dans les colonnes de gauche. On trouvera dans la classification ci-après, à la page vii, l'énumération de ces points de l'ordre du jour. Les numéros entre parenthèses sont ceux qui portaient les questions lors de la première partie de la session.

Pour la liste complète des points de l'ordre du jour de la session, voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*, pages xxxvii à xxxix.

³ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières, Annexes*.

Document No.	Title	No. of agenda item ²	Page	Reference to other sources
No du document	Titre	No du point de l'ordre du jour ²	Pages	Références au document à consulter
A/AC.24/60	El Salvador : draft resolution Salvador : projet de résolution	20	11	
A/AC.24/60/ Rev.1	El Salvador : revised draft resolution Salvador : projet de résolution révisé	20	11	
A/AC.24/61	Argentina : draft resolution Argentine : projet de résolution	20	12	
A/AC.24/62	Lebanon : draft resolution Liban : projet de résolution	20	12	
A/AC.24/62/ Rev.1	Lebanon : revised draft resolution Liban : projet de résolution révisé	20	13	
A/AC.24/62/ Rev.3	Lebanon : revised draft resolution Liban : projet de résolution révisé	20	14	
A/AC.24/63	Greece : amendment to the Argentine draft resolution (A/AC.24/61) Grèce : amendement au projet de résolution présenté par l'Argentine (A/AC.24/61)	20		See A/855, ³ paragraph 5 Voir A/855 ³ , paragraphe 5
A/AC.24/64	Iraq : draft resolution Irak : projet de résolution	20	15	
A/AC.24/66	Denmark : amendment to El Salvador draft resolution (A/AC.24/60) Danemark : amendement au projet de résolution présenté par Salvador (A/AC.24/60)	20		See the summary records, ¹ pages 199-200 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , pages 199-200
A/AC.24/67	Saudi Arabia : amendment to the Greek amendment (A/AC.24/63) to the Argentine draft resolution (A/AC.24/61) Arabie saoudite : amendement à l'amendement de la Grèce (A/AC.24/63) au projet de résolution présenté par l'Argentine (A/AC.24/61)	20		See the summary records, ¹ page 210 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , page 210
A/AC.24/67/ Rev.1	Saudi Arabia : revised amendment to the Greek amendment (A/AC.24/63) to the Argentine draft resolution (A/AC.24/61) Arabie saoudite : amendement révisé à l'amendement de la Grèce (A/AC.24/63) au projet de résolution présenté par l'Argentine (A/AC.24/61)	20		See A/855, ³ paragraph 5 Voir A/855 ³ , paragraphe 5
A/AC.24/68	Australia, Canada, Guatemala, Haiti, Panama, United States of America and Uruguay : draft resolution Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, Haïti, le Panama et l'Uruguay : projet de résolution	20	16	
A/AC.24/69	Chile : amendment to the joint draft resolution of Australia, Canada, Guatemala, Haiti, Panama, United States of America and Uruguay (A/AC.24/68) Chili : amendement au projet de résolution présenté conjointement par l'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, Haïti, le Panama et l'Uruguay (A/AC.24/68)	20		See A/855, ³ paragraphs 19 and 20 Voir A/855 ³ , paragraphes 19 et 20

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Ad Hoc Political Committee*.

² Cited in this column are the numbers of the items on the agenda of the second part of the third session of the General Assembly to which the documents pertain. These items are reproduced in the classification of documents by agenda items which follows the table of contents. See page vii. The numbers in brackets indicate the order of items on the agenda of the first part of the session.

For the complete agenda of the session, see *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings*, pages xxxvii to xxxix.

³ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings, Annexes*.

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*.

² Les numéros indiqués dans cette colonne sont ceux des points de l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session de l'Assemblée générale auxquels ont trait les documents énumérés dans les colonnes de gauche. On trouvera dans la classification ci-après, à la page vii, l'énumération de ces points de l'ordre du jour. Les numéros entre parenthèses sont ceux qui portaient les questions lors de la première partie de la session.

Pour la liste complète des points de l'ordre du jour de la session, voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*, pages xxxvii à xxxix.

³ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières, Annexes*.

Document No.	Title	No. of agenda item ²	Page	Reference to other sources
No du document	Titre	No du point de l'ordre du jour ²	Pages	Références au document à consulter
A/AC.24/70	Haiti: draft resolution Haïti: projet de résolution	9 (48)	16	
A/AC.24/71/ Rev.1	Bolivia: revised draft resolution Bolivie: projet de résolution révisé	9 (48)	17	
A/AC.24-71/ Rev.2	Bolivia: revised draft resolution Bolivie: projet de résolution révisé	9 (48)		See A/857, ³ paragraph 10 Voir A/857 ³ , paragraphe 10
A/AC.24/72	Peru: amendment to the Chilean amendment (A/AC.24/69) to the draft resolution of Australia, Canada, Guatemala, Haiti, Panama, United States of America and Uruguay (A/AC.24/68) Pérou: amendement à l'amendement du Chili (A/AC.24/69) au projet de résolution présenté conjointement par l'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, le Guatemala, Haïti, le Panama et l'Uruguay (A/AC.24/69)	20		See the summary records, ¹ page 360 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , page 360
A/AC.24/73 and Corr.1	Australia and India: draft resolution Australie et Inde: projet de résolution	19		Reproduced in A/855, ³ paragraphs 3 and 6 Reproduit dans A/855 ³ , paragraphes 3 et 6
A/AC.24/74	Draft resolution adopted by the <i>Ad Hoc</i> Political Committee at its 51st meeting, 9 May 1949 Projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale à sa 51 ^{ème} séance, le 9 mai 1949	20		Reproduced in A/855, ³ paragraph 23 Reproduit dans A/855 ³ , paragraphe 23
A/AC.24/75	Mexico: amendment to the revised Bolivian draft resolution (A/AC.24/71/Rev.1) Mexique: amendement au projet de résolution révisé présenté par la Bolivie (A/AC.24/71/Rev.1)	9 (48)		See the summary records, ¹ page 378 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , page 378
A/AC.24/76	Denmark: amendment to the revised Bolivian draft resolution (A/AC.24/71/Rev.1) Danemark: amendement au projet de résolution révisé présenté par la Bolivie (A/AC.24/71/Rev.1)	9 (48)		See the summary records, ¹ page 384 Voir les comptes rendus analytiques ¹ , page 384
A/AC.24/77/ Rev.1	Haiti: revised amendment to the revised Bolivian draft resolution (A/AC.24/71/Rev.1) Haïti: texte révisé de l'amendement au projet de résolution révisé présenté par la Bolivie (A/AC.24/71/Rev.1)	9 (48)		See A/857, ³ paragraph 6 Voir A/857 ³ , paragraphe 6
A/AC.24/78	Cuba: amendment to the revised Bolivian draft resolution (A/AC.24/71/Rev.1) Cuba: amendement au projet de résolution révisé présenté par la Bolivie (A/AC.24/71/Rev.1)	9 (48)		See A/857, ³ paragraph 9 Voir A/857 ³ , paragraphe 9
A/AC.24/79	Draft resolution adopted by the <i>Ad Hoc</i> Political Committee at its 54th meeting, 10 May 1949 Projet de résolution adopté par la Commission politique spéciale à sa 54 ^{ème} séance, le 10 mai 1949	9 (48)		Reproduced in A/857, ³ paragraph 13 Reproduit dans A/857 ³ , paragraphe 13

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Ad Hoc Political Committee.*

² Cited in this column are the numbers of the items on the agenda of the second part of the third session of the General Assembly to which the documents pertain. These items are reproduced in the classification of documents by agenda items which follows the table of contents. See page vii. The numbers in brackets indicate the order of items on the agenda of the first part of the session.

For the complete agenda of the session, see *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings*, pages xxxvii to xxxix.

³ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary Meetings, Annexes.*

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières.*

² Les numéros indiqués dans cette colonne sont ceux des points de l'ordre du jour de la deuxième partie de la troisième session de l'Assemblée générale auxquels ont trait les documents énumérés dans les colonnes de gauche. On trouvera dans la classification ci-après, à la page vii, l'énumération de ces points de l'ordre du jour. Les numéros entre parenthèses sont ceux qui portaient les questions lors de la première partie de la session.

Pour la liste complète des points de l'ordre du jour de la session, voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières*, pages xxxvii à xxxix.

³ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières, Annexes.*

Documents reproduced or listed in this volume classified by items of the agenda of the third session of the General Assembly

Documents reproduits ou signalés dans le présent volume classés d'après le point de l'ordre du jour de la troisième session de l'Assemblée générale

No. of agenda item	Item of the agenda	Documents
N° du point de l'ordre du jour	Point de l'ordre du jour	
4 (19)	Study of methods for the promotion of international co-operation in the political field: report of the Interim Committee of the General Assembly. Etude des méthodes destinées à favoriser le développement de la coopération internationale dans le domaine politique: rapport de la Commission intérimaire de l'Assemblée générale.	A/AC.24/40 and Corr 1
9 (48)	Creation of a sub-commission of the Social Commission of the Economic and Social Council on the study of the social problems of the aboriginal populations of the American continent: item proposed by Bolivia. Création d'une sous-commission de la Commission des questions sociales du Conseil économique et social chargée de l'étude des problèmes sociaux concernant les populations autochtones du continent américain: question proposée par la Bolivie.	A/AC.24/70, A/AC.24/71/Rev.1, A/AC.24/71/Rev.2, A/AC.24/75, A/AC.24/76, A/AC.24/77/Rev.1, A/AC.24/78, A/AC.24/79
14 (68)	United Nations Guard: item proposed by the Secretary-General. Garde des Nations Unies: question proposée par le Secrétaire général.	A/AC.24/42, A/AC.24/43, A/AC.24/43/Rev.1, A/AC.24/44, A/AC.24/45
15 (74)	Creation of an <i>ad hoc</i> committee to consider methods and procedures which would enable the General Assembly to discharge its functions more effectively and expeditiously: item proposed by Denmark, Norway and Sweden. Création d'une commission spéciale chargée d'étudier les méthodes et les moyens qui permettraient à l'Assemblée générale de remplir ses fonctions avec plus d'efficacité et de diligence: question proposée par le Danemark, la Norvège et la Suède.	A/AC.24/49
18	Having regard to the provisions of the Charter and of the Peace Treaties, the question of the observance in Bulgaria and Hungary of human rights and fundamental freedoms, including questions of religious and civil liberties, with special reference to recent trials of Church leaders: item proposed by Bolivia and Australia. Question du respect, en Bulgarie et en Hongrie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, eu égard aux dispositions de la Charte et des Traités de paix, et notamment, question des libertés religieuses et civiques, telle qu'elle s'est posée, en particulier, à l'occasion des procès qui ont eu lieu récemment contre des dignitaires ecclésiastiques: question proposée par la Bolivie et l'Australie.	A/AC.24/48 and Corr.1 A/AC.24/48/Rev.2, A/AC.24/50, A/AC.24/51/Corr.1, A/AC.24/52, A/AC.24/53, A/AC.24/54, A/AC.24/56, A/AC.24/57, A/AC.24/58
19	Question of Indonesia: item proposed by India and by Australia. Question de l'Indonésie: question proposée par l'Inde et par l'Australie.	A/AC.24/73 and Corr.1
20	Application of Israel for admission to membership in the United Nations: resolution of the Security Council of 4 March 1949. Demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies: résolution du Conseil de sécurité du 4 mars 1949.	A/AC.24/60, A/AC.24/60/Rev.1, A/AC.24/61, A/AC.24/62, A/AC.24/62/Rev.1, A/AC.24/62/Rev.2, A/AC.24/62/Rev.3, A/AC.24/63, A/AC.24/64, A/AC.24/67, A/AC.24/67/Rev.1, A/AC.24/68, A/AC.24/69, A/AC.24/72, A/AC.24/74

OFFICIAL RECORDS OF THE THIRD SESSION
OF THE GENERAL ASSEMBLY, PART II

AD HOC POLITICAL COMMITTEE

ANNEXES

COMMISSION POLITIQUE SPECIALE

TROISIEME SESSION DOCUMENTS OFFICIELS DE LA
DE L'ASSEMBLEE GENERALE, DEUXIEME PARTIE

DOCUMENT A/AC.24/45

Agenda item 14 (68)

**Draft resolution adopted by the Ad Hoc
Political Committee at its 32nd meet-
ing, 11 April 1949**

[Original text: English]

The General Assembly,

Having considered the proposal made by the Secretary-General for the creation of a United Nations Guard for the purposes set forth in his report of 28 September 1948¹,

Realizing the need for a thorough study of the matter before concrete action can be taken thereon,

Resolves to establish a Special Committee of specially qualified representatives of the five permanent members of the Security Council and of Australia, Brazil, Colombia, Czechoslovakia, Greece, Haiti, Pakistan, Poland and Sweden.

The Special Committee shall study the proposal for the establishment of a United Nations Guard in all its relevant aspects, including the technical, budgetary and legal problems involved, and such other proposals as may be made by Member States and by the Secretary-General with regard to other similar means of increasing the effectiveness of the services provided to the United Nations missions by the Secretary-General and prepare a report embodying its observations and recommendations for consideration during the fourth session of the General Assembly.

Point 14(68) de l'ordre du jour

**Projet de résolution adopté par la Com-
mission politique spéciale à sa 32ème
séance, le 11 avril 1949**

[Texte original en anglais]

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la proposition de création d'une garde des Nations Unies présentée par le Secrétaire général aux fins exposées dans son rapport en date du 28 septembre 1948¹,

Reconnaissant la nécessité d'une étude approfondie de la question avant que puissent être prises des mesures pratiques,

Décide de constituer une Commission spéciale composée de représentants particulièrement qualifiés des cinq Membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Australie, du Brésil, de la Colombie, de la Grèce, d'Haiti, du Pakistan, de la Pologne, de la Suède et de la Tchécoslovaquie.

Cette Commission spéciale étudiera la proposition de création d'une garde des Nations Unies sous tous ses aspects, notamment aux points de vue technique, budgétaire et juridiques, ainsi que toutes autres propositions qui seraient présentées par les Etats Membres ou par le Secrétaire général touchant d'autres méthodes analogues destinées à améliorer l'efficacité des services mis par le Secrétaire général à la disposition des missions des Nations Unies, et présentera, aux fins d'examen, à la quatrième session de l'Assemblée générale, un rapport contenant ses observations et recommandations.

DOCUMENT A/AC.24/47

**Allocation of items on the agenda of the
second part of the third session**

LETTER DATED 13 APRIL 1949 FROM THE PRESIDENT OF THE GENERAL ASSEMBLY TO THE CHAIRMAN OF THE *Ad Hoc* POLITICAL COMMITTEE

[Original text: English]

Lake Success, 13 April 1949

The General Assembly, at its 189th and 190th plenary meetings held on 12 April 1949, decided to

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary meetings, Annexes, document A/656.*

**Répartition des questions inscrites à
l'ordre du jour de la deuxième partie
de la troisième session**

LETTRE EN DATE DU 13 AVRIL 1949 ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE PAR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[Texte original en anglais]

Lake Success, le 13 avril 1949

L'Assemblée générale, au cours de ses 189ème et 190ème séances, tenues le 12 avril 1949, a

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, deuxième partie, séances plénières, annexes, document A/656.*

allocate to the *Ad Hoc* Political Committee the following items:

"1. Creation of an *ad hoc* committee to consider methods and procedures which would enable the General Assembly to discharge its functions more effectively and expeditiously.

"2. Having regard to the provisions of the Charter and of the Peace Treaties, the question of the observance in Bulgaria and Hungary of human rights and fundamental freedoms including questions of religious and civil liberties, with special reference to recent trials of church leaders."

Would you kindly bring these items to the attention of your Committee for consideration and report thereon to the Assembly.

(Signed) Herbert V. EVATT
President of the General Assembly

décidé de renvoyer à la Commission politique spéciale les questions suivantes:

"1. Création d'une commission spéciale chargée d'étudier les méthodes et les moyens qui permettraient à l'Assemblée générale de remplir ses fonctions avec plus d'efficacité et de diligence.

"2. Question du respect, en Bulgarie et en Hongrie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, eu égard aux dispositions de la Charte et des Traités de paix, et notamment question des libertés religieuses et civiques telle qu'elle s'est posée, en particulier, à l'occasion des procès qui ont eu lieu récemment contre des dignitaires ecclésiastiques."

Je vous prie de bien vouloir soumettre ces questions à l'attention de votre Commission, en la priant de les examiner et de faire rapport à leur sujet à l'Assemblée générale.

(Signé) Herbert V. EVATT
Président de l'Assemblée générale

DOCUMENT A/AC.24/48 and CORR. 1¹

Agenda item 18

Cuba: draft resolution

[Original text: Spanish]
[18 April 1949]

1. *Considering* that the Press of all countries has reported the religious persecution perpetrated by official organs of the Bulgarian and Hungarian States against religious liberty and designed forcibly to subdue religious thought to the will of the Government putting into effect measures and acts which make impossible the lives of persons — whatever their religious persuasion — who do not bow to the views of the Government, making such persons subject to the sanction of courts of justice on false accusations of crimes under the ordinary law or of conspiracy against the security of the State; and that, by means of judicial procedures employing methods which are regarded by the positive legislation of civilized nations as contrary to the right of defence and other human rights, confessions and retractions which are incompatible with truth and with the dignity of the accused are obtained and which sometimes involve the Governments of other countries and endanger their good relations, as has happened in the cases of the trials of the Catholic Cardinal Mindszenty and the Lutheran Bishop Ordass in Hungary and Archbishop Stepinac and the Protestant Pastors in Bulgaria,

2. *Considering* that the foregoing acts have so shocked the conscience of the world that many heads of State have publicly condemned them and the Governments of the United States of America and of the United Kingdom have expressly referred to the events aforementioned in their notes of protest submitted on 2 April 1949 to the Governments of Bulgaria and Hungary, requesting that immediate measures should be taken to redress the violations of religious freedom

¹ Corrigendum to the Cuban draft resolution (A/AC.24/48/Corr.1): In paragraph 1, delete the words: "and Archbishop Stepinac". In the third operative paragraph, delete the words: "and of Archbishop Stepinac".

Point 18 de l'ordre du jour

Cuba: projet de résolution

[Texte original en espagnol]
[18 avril 1949]

1. *Considérant* que la presse de tous les pays s'est faite l'écho de la persécution religieuse déchainée par des organes officiels des Etats bulgare et hongrois contre la liberté de religion, en vue de soumettre, par la force, la pensée religieuse à la volonté du gouvernement, au moyen de mesures et d'actes rendant impossible la vie des personnes — quelles que soient leurs croyances religieuses — qui ne se plient pas devant l'opinion du gouvernement, ces personnes étant traduites devant les tribunaux judiciaires, accusées faussement d'avoir commis des délits de droit commun, ou de conspirer contre la sûreté de l'Etat; par des procès au cours desquels on emploie des méthodes que la législation positive des pays civilisés estime contraires aux droits de la défense et aux autres droits de l'homme, on obtient des aveux et des rétractations contraires à la vérité ainsi qu'à la dignité des accusés, et qui parfois impliquent dans l'accusation des gouvernements d'autres pays, et mettent en danger leurs bonnes relations, comme cela a été le cas pour le procès du cardinal Mindszenty et de l'évêque luthérien Ordass en Hongrie, ainsi que de l'archevêque Stépinac et des pasteurs protestants en Bulgarie,

2. *Considérant* que les faits ci-dessus exposés ont à tel point blessé la conscience universelle que de nombreux chefs d'Etat les ont condamnés publiquement, et que les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont expressément cité les événements ci-dessus dans les notes qu'ils ont présentées le 2 avril 1949 aux Gouvernements de Bulgarie et de Hongrie, et dans lesquelles il est demandé de remédier de façon urgente aux violations de la liberté de religion et des droits de

¹ Corrigendum au projet de résolution présenté par Cuba (A/AC.24/48/Corr.1): Au paragraphe 1, supprimer les mots: "ainsi que l'archevêque Stépinac". Au troisième paragraphe du dispositif, supprimer les mots: "et de l'archevêque Stépinac".

and of human rights which the latter countries undertook to respect under the Treaties of Peace that these acts are the more serious in that they demonstrate the existence of a situation likely to lead to international friction, the dispute regarding which has already been established,

3. *Considering* that in the words of the Preamble of the San Francisco Charter of 26 June 1945 the peoples of the United Nations have stated that they are determined to save succeeding generations from the scourge of war and to reaffirm faith in fundamental human rights and in the dignity and worth of the human person and have affirmed the need to establish conditions under which justice and respect for the obligations arising from treaties and other sources of international law can be maintained and to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

4. *Considering* that for these ends, the United Nations has undertaken to practise tolerance and to live together in peace as good neighbours and have established for this end this international Organization, the purposes and principles of which set forth in Article 1, paragraph 3, are, *inter alia*, to achieve international co-operation in solving international problems of an economic, social, cultural or humanitarian character and to promote and encourage respect for human rights and for fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion and to be a centre, in accordance with paragraph 4 of the same article, for harmonizing the actions of the United Nations in the attainment of these common ends, in pursuit of which purposes they may discuss and take effective collective measures, in accordance with Articles 10, 11, 13, 14, 34, 35, 55 and 56, for the prevention and removal of threats to the peace and to bring about by peaceful means the adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of peaceful relations, since the primary purpose of the United Nations is the maintenance of international peace and security,

5. *Considering* that the violation of the principles set forth in the Preamble and in the Purposes of the United Nations Charter referred to above, not only tends to destroy the dignity of the human person which the United Nations has undertaken to respect and promote, but by unleashing religious persecution, destroys the freedom of the human person to worship God in accordance with his conscience — without discrimination as to religion — which by rousing religious hatred has in the past given rise to bloody wars and has already led to a situation which, if it continues, may endanger international peace,

The General Assembly,

Exercising the powers invested in it by Articles 10, 11, 13, 14, 34 and 35 of the Charter of the United Nations, and

Bearing in mind the provisions of Article 2, paragraphs 5, 6 and 7 and Article 103 of the same text,

Declares that any measure or act carried out by the official organs of any State, the purpose of which is compulsorily to subject to the will of the

l'homme que les pays mentionnés se sont engagés à respecter en vertu des Traités de paix; que ces faits sont assez graves pour démontrer l'existence d'une situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations, et qui a déjà engendré un différend,

3. *Considérant* que, selon le préambule de la Charte de San-Francisco en date du 26 juin 1945, les peuples des Nations Unies se sont montrés résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre, en proclamant à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, et ont montré la nécessité de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, en favorisant en outre le progrès social et en instaurant de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

4. *Considérant* que pour atteindre ces fins, les Nations Unies se sont engagées à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'une avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, et à cette fin ont créé la présente Organisation internationale qui, entre autres buts et principes, se propose, dans le paragraphe 3 de l'Article premier, de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, et de servir, conformément au paragraphe 4 du même article, de centre où s'harmonisent les efforts des Nations Unies vers ces fins communes; qu'à cet effet elles pourront discuter et adopter des mesures collectives efficaces, conformément aux Articles 10, 11, 13, 14, 34, 35, 55 et 56, pour prévenir et éviter les incidents susceptibles de menacer le maintien de la paix, et obtenir par des moyens pacifiques l'ajustement de différends ou de situations internationales susceptibles de conduire à une rupture des relations pacifiques, étant donné que le but primordial des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

5. *Considérant* que la violation des principes contenus dans le préambule et dans les buts de la Charte des Nations Unies mentionnés ci-dessus tend non seulement à détruire la dignité humaine que les Nations Unies se sont engagées à respecter et à favoriser, mais encore, en déchaînant la persécution religieuse, supprime pour l'être humain la liberté d'adorer Dieu de la manière que lui propose sa conscience — sans distinction de religion — ce qui éveille la haine religieuse, qui a causé dans le passé des guerres sanglantes, et crée une situation qui, si elle persiste, peut menacer la paix internationale,

L'Assemblée générale,

Usant des pouvoirs dont elle est investie par les Articles 10, 11, 13, 14, 34 et 35 de la Charte des Nations Unies, et

Tenant compte des dispositions des paragraphes 5, 6 et 7 de l'Article 2 et de l'Article 103 du même instrument juridique;

Déclare que toute mesure ou tout acte des organes officiels d'un Etat, ayant pour but de soumettre par la force à la volonté du gouverne-

Government the dogmas and the practices of any religion not contrary to morality and public order, constitutes a violation of the principle of religious freedom established by the Charter of the United Nations;

Condemns the carrying out of acts either by the authorities and the civil servants or by private individuals, which prevent a natural or juridical person from living his life in freedom under the same conditions as other citizens, without distinction of race, sex, language or religion, particularly acts prejudicial to the guarantees of the right of self-defence and the development and encouragement of human rights and the fundamental freedoms of the individual;

Appoints a Special Committee consisting of the representatives of ... (fifteen nations representing different geographical areas and the main religious beliefs) in order to elucidate the acts alleged to have been committed in Bulgaria and Hungary against human rights and the fundamental freedoms, particularly the cases of the Catholic Cardinal Mindszenty and the Lutheran Bishop Ordass in Hungary and of Archbishop Stepinac and the Protestant Pastors in Bulgaria.

This Special Committee shall carry on its task in accordance with the rules of procedure and shall be required to submit a report with its conclusions and recommendations in time for consideration by the fourth session of the General Assembly;

Calls upon Bulgaria and Hungary to co-operate with the Special Committee in carrying out its task, in particular by giving its members and representatives access to prisons and court records and by stating the facts and arguments from the points of view of the Governments of the above-mentioned States;

Declares that the Special Committee for the elucidation of acts affecting the observance of human rights and fundamental liberties by Bulgaria and Hungary is appointed without prejudice to the rights, duties and responsibilities of the parties signatory to the Treaties of Peace;

Resolves that until the Special Committee has submitted its report and the situation of Bulgaria and Hungary with regard to the observance of human rights and fundamental freedoms is completely elucidated, those nations shall not be admitted to the United Nations nor take part in the conferences and work of its organs, commissions and specialized agencies;

Decides that the Special Committee shall have its headquarters at Geneva (Switzerland) and that in co-operation with the Governments which are concerned in its work will carry out its tasks in the places it considers most suitable for that purpose;

Authorizes the Special Committee to consult at its discretion with the Interim Committee, including the right to call the attention of the Security Council under Articles 35 and 34 of the Charter, in all matters affecting the performance of its functions in the light of events;

ment les dogmes et les pratiques non contraires à la morale et à l'ordre public, d'une religion, constituent une violation du principe de la liberté religieuse posé par la Charte des Nations Unies;

Condamne l'exécution, tant par les autorités et les fonctionnaires publics que par les particuliers, d'actes tendant à empêcher une personne physique ou morale quelconque de vivre librement dans les mêmes conditions que les autres citoyens, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, notamment en ce qui concerne la garantie des droits de la défense, ainsi que le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales de l'individu;

Constitue une commission spéciale composée des représentants de ... (quinze nations représentant des régions géographiques différentes et les principales croyances religieuses) chargée d'enquêter sur les atteintes dont auraient été l'objet en Bulgarie et en Hongrie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et particulièrement sur les cas du cardinal Mindszenty, de l'évêque luthérien Ordass en Hongrie et de l'archevêque Stépinac et des pasteurs protestants de Bulgarie;

Cette Commission spéciale s'acquittera de ses fonctions conformément au règlement et devra faire rapport et présenter ses conclusions et recommandations en temps utile pour qu'elles puissent faire l'objet d'un examen lors de la quatrième session de l'Assemblée générale;

Invite la Bulgarie et la Hongrie à accorder leur coopération à la Commission spéciale dans l'exercice de ses fonctions, notamment en accordant à ses membres et représentants l'accès aux prisons et aux archives des tribunaux judiciaires et en présentant les faits et les arguments tels que les voient les Gouvernements de ces pays;

Précise que la création de la Commission spéciale chargée d'examiner les faits qui ont trait à l'observation par la Bulgarie et la Hongrie des droits de l'homme et des libertés fondamentales a lieu sans préjudice des droits, devoirs et responsabilités des signataires des Traités de paix;

Décide que tant que la Commission spéciale n'aura pas déposé son rapport et que la situation de la Bulgarie et de la Hongrie n'aura pas été complètement éclaircie en ce qui concerne l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ces nations ne seront pas admises à l'Organisation des Nations Unies, et qu'elles ne participeront pas aux conférences et travaux de ses organes, commissions et institutions spécialisées;

Décide que la Commission spéciale aura son siège à Genève (Suisse) et qu'en coopération avec les Gouvernements que ses travaux concernent, elle s'acquittera de ses fonctions aux lieux qu'elle jugera convenables à cet effet;

Autorise la Commission spéciale à consulter la Commission intérimaire sur tous les points qu'elle jugera utile, y compris l'opportunité d'attirer l'attention du Conseil de sécurité, conformément aux Articles 35 et 34 de la Charte, sur tout ce qui a trait à l'exercice de ses fonctions, à la lumière des événements;

Requests the Secretary-General to place at the disposal of the Special Committee the staff and facilities necessary to enable it to carry out its task.

Prie le Secrétaire général d'accorder à la Commission spéciale le personnel et les moyens nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

DOCUMENT A/AC.24/48/REV.2

Agenda item 18

Cuba: amended draft resolution

[Original text: Spanish-French]
[20 April 1949]

1. *Considering* that one of the purposes of the United Nations is to achieve international co-operation in promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms for all, without distinction as to race, sex, language or religion,

2. *Considering* that the Governments of Bulgaria and Hungary have been accused, before the General Assembly, of acts contrary to the purposes of the United Nations and to their obligations under the Peace Treaties to ensure to all persons within their respective jurisdiction the enjoyment of human rights and fundamental freedoms,

3. *Considering* that the violation of the principles set forth in the Preamble and in the Purposes of the United Nations Charter referred to above, not only tends to destroy the dignity of the human person which the United Nations has undertaken to respect and promote, but by unleashing religious persecution, destroys the freedom of the human person to worship God in accordance with his conscience — without discrimination as to religion — which by rousing religious hatred has in the past given rise to bloody wars and has already led to a situation which, if it continues, may endanger international peace,

The General Assembly,

Exercising the powers invested in it by Articles 10, 11, 13, 14, 34 and 35 of the Charter of the United Nations, and

Bearing in mind the provisions of Article 2, paragraphs 5, 6 and 7 and Article 103 of the same text,

Declares that any measure or act carried out by the official organs of any State, the purpose of which is compulsorily to subject to the will of the Government the dogmas and the practices of any religion not contrary to morality and public order, constitutes a violation of the principle of religious freedom established by the Charter of the United Nations;

Condemns the carrying out of acts either by the authorities and the civil servants or by private individuals, which prevent a natural or juridical person from living his life in freedom under the same conditions as other citizens, without distinction of race, sex, language or religion, particularly acts prejudicial to the guarantees of the right of self-defence and the development and encouragement of human rights and the fundamental freedoms of the individual;

Appoints a Special Committee consisting of the representatives of ... (fifteen nations represent-

Cuba: projet de résolution amendé

[Texte original en espagnol et en français]
[20 avril 1949]

1. *Considérant* que l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

2. *Considérant* que les Gouvernements de Bulgarie et de Hongrie ont été accusés, devant l'Assemblée générale, d'actes contraires aux buts des Nations Unies et à leurs obligations prévues par les Traités de paix, d'assurer à toutes les personnes, dans leurs respectives juridictions, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

3. *Considérant* que la violation des principes contenus dans le préambule et dans les buts de la Charte des Nations Unies mentionnés ci-dessus tend non seulement à détruire la dignité humaine que les Nations Unies se sont engagées à respecter et à favoriser, mais encore, en déchainant la persécution religieuse, supprime pour l'être humain la liberté d'adorer Dieu de la manière que lui propose sa conscience — sans distinction de religion — ce qui éveille la haine religieuse qui a causé dans le passé des guerres sanglantes, et crée une situation qui, si elle persiste, peut menacer la paix internationale,

L'Assemblée générale,

Usant des pouvoirs dont elle est investie par les Articles 10, 11, 13, 14, 34 et 35 de la Charte des Nations Unies, et

Tenant compte des dispositions des paragraphes 5, 6 et 7 de l'Article 2 et de l'Article 103 du même instrument juridique,

Déclare que toute mesure ou tout acte des organes officiels d'un Etat, ayant pour but de soumettre par la force à la volonté du gouvernement les dogmes et les pratiques non contraires à la morale et à l'ordre public, d'une religion, constitue une violation du principe de la liberté religieuse posé par la Charte des Nations Unies;

Condamne l'exécution, tant par les autorités et les fonctionnaires publics que par les particuliers, d'actes tendant à empêcher une personne physique ou morale quelconque de vivre librement dans les mêmes conditions que les autres citoyens, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, notamment en ce qui concerne la garantie des droits de la défense, ainsi que le développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales de l'individu;

Constitue une commission spéciale composée des représentants de ... (quinze nations repré-

ing different geographical areas and the main religious beliefs) in order to elucidate the acts alleged to have been committed in Bulgaria and Hungary against human rights and the fundamental freedoms, particularly the cases of the Catholic Cardinal Mindszenty and the Lutheran Bishop Ordass in Hungary and the Protestant Pastors in Bulgaria;

This Special Committee shall carry on its task in accordance with the rules of procedure and shall be required to submit a report with its conclusions and recommendations in time for consideration by the fourth session of the General Assembly;

Calls upon Bulgaria and Hungary to co-operate with the Special Committee in carrying out its task, in particular by giving its members and representatives access to prisons and court records and by stating the facts and arguments from the points of view of the Governments of the above-mentioned States.

Declares that the Special Committee for the elucidation of acts affecting the observance of human rights and fundamental liberties by Bulgaria and Hungary is appointed without prejudice to the rights, duties and responsibilities of the parties signatory to the Treaties of Peace;

Resolves that until the Special Committee has submitted its report and the situation of Bulgaria and Hungary with regard to the observance of human rights and fundamental freedoms is completely elucidated, those nations shall not be admitted to the United Nations nor take part in the conferences and work of its organs, commissions and specialized agencies.

Decides that the Special Committee shall have its headquarters at Geneva (Switzerland) and that in co-operation with the Governments which are concerned in its work will carry out its tasks in the places it considers most suitable for that purpose.

Authorizes the Special Committee to consult at its discretion with the Interim Committee, including the right to call the attention of the Security Council under Articles 35 and 34 of the Charter, in all matters affecting the performance of its functions in the light of events;

Requests the Secretary-General to place at the disposal of the Special Committee the staff and facilities necessary to enable it to carry out its task.

sentant des régions géographiques différentes et les principales croyances religieuses) chargée d'enquêter sur les atteintes dont auraient été l'objet, en Bulgarie et en Hongrie, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et particulièrement sur les cas du cardinal Mindszenty, de l'évêque luthérien Ordass en Hongrie, et des pasteurs protestants de Bulgarie;

Cette Commission spéciale s'acquittera de ses fonctions conformément au règlement et devra faire rapport et présenter ses conclusions et recommandations en temps utile pour qu'elles puissent faire l'objet d'un examen lors de la quatrième session de l'Assemblée générale;

Invite la Bulgarie et la Hongrie à accorder leur coopération à la Commission spéciale dans l'exercice de ses fonctions, notamment en accordant à ses membres et représentants l'accès aux prisons et aux archives des tribunaux judiciaires et en présentant les faits et les arguments tels que les voient les Gouvernements de ces pays;

Précise que la création de la Commission spéciale chargée d'examiner les faits qui ont trait à l'observation par la Bulgarie et la Hongrie des droits de l'homme et des libertés fondamentales a lieu sans préjudice des droits, devoirs et responsabilités des signataires des Traités de paix;

Décide que, tant que la Commission spéciale n'aura pas déposé son rapport et que la situation de la Bulgarie et de la Hongrie n'aura pas été complètement éclaircie en ce qui concerne l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ces nations ne seront pas admises à l'Organisation des Nations Unies, et qu'elles ne participeront pas aux conférences et travaux de ses organes, commissions et institutions spécialisées;

Décide que la Commission spéciale aura son siège à Genève (Suisse) et qu'en coopération avec les gouvernements que ses travaux concernent, elle s'acquittera de ses fonctions aux lieux qu'elle jugera convenables à cet effet;

Autorise la Commission spéciale à consulter la Commission intérimaire sur tous les points qu'elle jugera utile, y compris l'opportunité d'attirer l'attention du Conseil de sécurité, conformément aux Articles 35 et 34 de la Charte, sur tout ce qui a trait à l'exercice de ses fonctions, à la lumière des événements;

Prie le Secrétaire général d'accorder à la Commission spéciale le personnel et les moyens nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

DOCUMENT A/AC.24/50

Agenda item 18

Australia: draft resolution

[Original text: English]
[19 April 1949]

The Committee

Invites representatives of Bulgaria and Hungary to participate without vote in the discussion of this question.

Point 18 de l'ordre du jour

Australie: projet de résolution

[Texte original en anglais]
[19 avril 1949]

La Commission

Invite les représentants de la Bulgarie et de la Hongrie à participer sans droit de vote à la discussion de cette question.

DOCUMENT A/AC.24/51/CORR.1

Agenda item 18

Bolivia: draft resolution

[Original text: French]
[19 April 1949]

Considering that one of the purposes of the United Nations is to achieve international co-operation in promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms for all, without distinction as to race, sex, language or religion,

Considering that the Governments of Bulgaria and Hungary have been accused, before the General Assembly, of acts contrary to the purposes of the United Nations and to their obligations under the Peace Treaties to ensure to all persons within their respective jurisdictions the enjoyment of human rights and fundamental freedoms,

The General Assembly

Expresses its deep concern at the grave accusations made against the Governments of Bulgaria and Hungary regarding the suppression of human rights and fundamental freedoms in those countries;

Notes with satisfaction that steps have been taken by several States signatories to the Peace Treaties with Bulgaria and Hungary regarding these accusations and expresses the hope that measures will be diligently applied in accordance with the treaties, in order to ensure respect for human rights and fundamental freedoms;

Most urgently draws the attention of the Governments of Bulgaria and Hungary to their obligations under the Peace Treaties, including the obligation to co-operate in the settlement of all these questions, and

Decides to retain the question on the agenda for the fourth session of the United Nations General Assembly.

Point 18 de l'ordre du jour

Bolivie: projet de résolution

[Texte original en français]
[19 avril 1949]

Considérant que l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant que les Gouvernements de Bulgarie et de Hongrie ont été accusés, devant l'Assemblée générale, d'actes contraires aux buts des Nations Unies et à leurs obligations prévues par les Traités de paix, d'assurer à toutes les personnes, dans leurs respectives juridictions, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

L'Assemblée générale

Exprime la profonde préoccupation que lui inspirent les sérieuses accusations portées contre les Gouvernements de Bulgarie et de Hongrie en ce qui a trait à la suppression des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ces pays;

Note avec satisfaction que des démarches ont été faites par plusieurs Etats signataires des Traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie en ce qui concerne ces accusations, et exprime l'espoir que des mesures seront diligemment prises conformément aux Traités, en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Attire de toute urgence l'attention des Gouvernements de Bulgarie et de Hongrie sur leurs obligations prévues dans les Traités de paix y compris celle de coopérer au règlement des toutes ces questions; et

Décide de maintenir la question inscrite à l'ordre du jour de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies.

DOCUMENT A/AC.24/52

Agenda item 18

Australia: draft resolution

[Original text: English]
[20 April 1949]

The General Assembly

Having regard to the provisions of the Charter, in particular Article 55 whereby the United Nations has an obligation to promote universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion,

Noting the views expressed by the representatives of States Members of the United Nations, and in particular the widespread concern at the recent arrest and trial of church leaders in Bulgaria and Hungary,

Point 18 de l'ordre du jour

Australie: projet de résolution

[Texte original en anglais]
[20 avril 1949]

L'Assemblée générale,

Eu égard aux dispositions de la Charte, et en particulier à l'Article 5 aux termes duquel les Nations Unies sont tenues de favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Prenant note des opinions exprimées par les représentants d'Etats Membres des Nations Unies, et particulier de l'inquiétude très répandue qu'ont provoquée l'arrestation et le procès récents de dignitaires ecclésiastiques en Bulgarie et en Hongrie,

Expresses its view that a prima facie case of abridgement of human rights and fundamental freedoms in Bulgaria and Hungary has been established but that further investigation is needed before a final conclusion can be reached,

Establishes a committee consisting of one representative from each of the Governments of . . . to enquire into the situation in Bulgaria and Hungary, in respect of human rights and fundamental freedoms, and to report to the Fourth Session of the General Assembly.

Requests all Member Governments and the Governments of Hungary and Bulgaria to co-operate with the Committee and to transmit to the Secretary-General all information available to them which might assist the Committee in its work.

Estime que, à première vue, il est établi que des restrictions ont été apportées aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales en Bulgarie et en Hongrie, mais qu'il faudra une enquête complémentaire pour pouvoir arriver à une conclusion définitive;

Crée une commission composée d'un représentant de chacun des Gouvernements de . . . , chargée d'étudier la situation existant en Bulgarie et en Hongrie en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session;

Invite tous les Gouvernements Membres, ainsi que les Gouvernements de la Hongrie et de la Bulgarie, à collaborer avec la Commission et à transmettre au Secrétaire général tous renseignements en leur possession qui pourraient aider la Commission dans sa tâche.

DOCUMENT A/AC.24/53

Agenda item 18

Chile: amendments to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr.1)

[Original text: Spanish]
[21 April 1949]

(1) After the second paragraph of the preamble, insert a third paragraph reading as follows:

"Considering that respect for obligations under international treaties is one of the fundamental principles of the Organization and essential for peace and security in relations between States,"

(2) After the third paragraph of the operative part, insert the following:

"Condemns the acts committed in violation of the principles of respect for the human rights and fundamental freedoms of man and the faithful and exact observance of international treaties."

Point 18 de l'ordre du jour

Chili: amendements au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)

[Texte original en espagnol]
[21 avril 1949]

1) Après le deuxième *Considérant*, en ajouter un troisième, conçu en ces termes:

"Considérant que le respect des obligations qui découlent des traités internationaux est l'un des principes fondamentaux de l'Organisation et l'élément indispensable de la paix et de la sécurité dans les relations entre les Etats,"

2) Après le troisième alinéa du dispositif, intercaler l'alinéa dont voici le texte:

"Condamne les actes commis en violation des principes du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales de l'homme et de l'exécution fidèle et scrupuleuse des traités internationaux."

DOCUMENT A/AC.24/54

Agenda item 18

Colombia and Costa Rica: amendment to the Bolivian draft resolution (A/AC.24/51/Corr.1)

[Original text: English]
[21 April 1949]

In paragraph six insert the following:

"Decides

(1) To withdraw, in relation to Bulgaria and Hungary, resolution 197 (III) adopted at the 177th plenary meeting of the General Assembly held in Paris on 8th of December 1948 asking the Security Council to reconsider the application of those States for membership in the United Nations;

(2) To retain the question," etc.

Point 18 de l'ordre du jour

Colombie et Costa-Rica: amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)

[Texte original en anglais]
[21 avril 1949]

Insérer le texte suivant dans le dernier alinéa:

"Décide

(1) De retirer, en ce qui concerne la Bulgarie et la Hongrie, la résolution 197 (III) adoptée par l'Assemblée générale au cours de sa 177ème séance plénière, tenue à Paris le 8 décembre 1948, demandant au Conseil de sécurité de reconsidérer les demandes d'admission desdits Etats à l'Organisation des Nations Unies;

(2) De maintenir la question", etc.

DOCUMENT A/AC.24/56

Agenda item 18

Cuba and Australia: amendment to the Bolivian resolution (A/AC.24/51/Corr.1)

[Original text: English]
[21 April 1949]

Insert additional fourth preamble:

“Considering that the violation of the principles set forth in the Preamble and in the Purposes of the United Nations Charter referred to above, not only tends to destroy the dignity of the human person which the United Nations have undertaken to respect and promote, but, when it takes the form of a religious persecution, destroys the freedom of the human person to worship God in accordance with his conscience—without discrimination as to religion—which by rousing religious hatred has in the past given rise to bloody wars,”

Delete last paragraph and insert:

“Establishes a committee consisting of one representative from each of the Governments of (say 11 Members) to study the situation in Bulgaria and Hungary, in respect of human rights and fundamental freedoms, and to report to the Fourth Session of the General Assembly,

“Requests all Member Governments and the Governments of Hungary and Bulgaria to cooperate with the Committee and to transmit to the Secretary-General all information available to them which might assist the Committee in its work.”

Point 18 de l'ordre du jour

Australie et Cuba: amendement au projet de résolution présenté par la Bolivie (A/AC.24/51/Corr.1)

[Texte original en anglais]
[21 avril 1949]

Ajouter au préambule un quatrième alinéa rédigé en ces termes:

“Considérant que la violation des principes contenus dans le préambule et dans les buts de la Charte des Nations Unies mentionnés ci-dessus tend non seulement à détruire la dignité humaine que les Nations Unies se sont engagées à respecter et à favoriser, mais, lorsqu'elle prend la forme d'une persécution religieuse, supprime pour l'être humain, la liberté d'adorer Dieu de la manière que lui propose sa conscience — sans distinction de religion — ce qui éveille la haine religieuse qui a causé dans le passé des guerres sanglantes,”

Supprimer le dernier alinéa et le remplacer par le texte suivant:

“Crée une commission composée d'un représentant de chacun des Gouvernements de (onze Membres par exemple), chargée d'étudier la situation existant en Bulgarie et en Hongrie en ce qui concerne les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session,

“Invite tous les Gouvernements Membres, ainsi que les Gouvernements de la Hongrie et de la Bulgarie, à collaborer avec la Commission et à transmettre au Secrétaire général tous renseignements en leur possession qui pourraient aider la Commission dans sa tâche.”

DOCUMENT A/AC.24/57

Agenda item 18

Telegram dated 23 April 1949 from the Government of the People's Republic of Hungary to the Secretary-General

[Original text: French]

Noté by the Secretary-General. The Secretary-General has the honour to communicate to the members of the *Ad Hoc* Political Committee the following telegram:

Budapest, 23 April 1949

The Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of your invitation to attend the discussion on the Mindszenty case. In my declaration of 4 April 1949 addressed on behalf of the Hungarian Government to the United Nations I explained that the trial of Mindszenty, who was accused of a crime against the Republic, namely of high treason and illegal currency transactions, was an internal matter of Hungary, in which an independent Hungarian tribunal pronounced judgment under the laws of the Hungarian Republic, and that it therefore did not come within the jurisdiction of the United

Point 18 de l'ordre du jour

Télégramme en date du 23 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Hongrie

[Texte original en français]

Note du Secrétaire général. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de la Commission politique spéciale le télégramme ci-après:

Budapest, le 23 avril 1949

Le Ministère hongrois des affaires étrangères a bien reçu votre invitation aux débats de l'affaire Mindszenty. Dans ma déclaration adressée au nom du Gouvernement hongrois le 4 avril 1949 aux Nations Unies j'ai expliqué que le procès de Mindszenty accusé de crime envers la République de haute trahison et de trafic de devises était une affaire intérieure hongroise dans laquelle un tribunal hongrois indépendant a prononcé un jugement en vertu des lois de la République hongroise et que de ce fait elle ne relevait pas de la compétence des Nations Unies. Dans cette même déclaration j'ai souligné que le procès

Nations. In the same declaration I stressed the fact that the Mindszenty trial and judgment not only did not violate the fundamental human rights and freedom of religion but that on the contrary the punishment of the crimes committed by Mindszenty was an obligation which the Hungarian Government was bound in virtue of the Peace Treaty to fulfil. The Government therefore considers the resolution of the United Nations *Ad Hoc* Political Committee as an unlawful intervention in the internal affairs of Hungary, and will not accept the invitation to attend.

Laszlo RAJK
Minister for Foreign Affairs

Mindszenty et le jugement non seulement ne portaient pas atteinte aux droits fondamentaux de l'homme et à la liberté de religion, mais qu'au contraire la punition des crimes commis par Mindszenty représentait une obligation que le Gouvernement hongrois devait assumer en vertu du Traité de paix. C'est pourquoi le Gouvernement considère la résolution de la Commission politique *ad hoc* de l'Assemblée des Nations Unies comme une intervention contraire au droit dans les affaires intérieures hongroises et de ce fait ne donne pas suite à l'invitation.

Laszlo RAJK
Ministre des affaires étrangères

DOCUMENT A/AC.24/58

Agenda item 18

Telegram dated 27 April 1949 from the Government of the People's Republic of Bulgaria to the Secretary-General

[*Original text: French*]

Note by the Secretary-General. The Secretary-General has the honour to communicate to the members of the *Ad Hoc* Political Committee the following telegram:

Sofia, 27 April 1948

In reply to your invitation on behalf of the United Nations suggesting that the Bulgarian Government send its representatives to take part in the discussion of the question of religious freedom in Bulgaria, I have the honour to inform you that the Bulgarian Government categorically refuses your invitation.

1. The *Ad Hoc* Political Committee's decision to place on the United Nations agenda the question of religious freedom in Bulgaria with reference to the recent trials of fifteen Protestant clergymen accused of espionage constitutes a flagrant contravention of Article 2, paragraph 7, of the United Nations Charter, which excludes and prohibits intervention in the internal affairs of any State; this applies to the sentence passed by the competent Bulgarian court on the clergymen, who are Bulgarian citizens.

2. The Bulgarian Government, as the Government of a sovereign State, will not agree to take part in the discussion of Bulgaria's internal affairs by foreign Powers. The Bulgarian Government protests strongly against this decision of the *Ad Hoc* Political Committee to place the question of religious freedom in Bulgaria on the United Nations agenda and states that it will consider any decision whatsoever made by the United Nations or its organs on the substance of this question as null and void.

3. The Bulgarian Government wishes to announce to the civilized world as a whole that in its people's republic religious freedom is fully guaranteed to all sects, just as other civil and political liberties are guaranteed to all Bulgarian citizens without discrimination as to race, nationality, religion or sex. The laws of the country, which are strictly applied by the Government, only restrict freedom with regard to crimes

Point 18 de l'ordre du jour

Télégramme en date du 27 avril 1949 adressé au Secrétaire général par le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie

[*Texte original en français*]

Note du Secrétaire général. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de la Commission politique spéciale le télégramme ci-après:

Sofia, le 27 avril 1949

En réponse à invitation, adressée par vous, au nom Organisation Nations Unies, au Gouvernement bulgare d'envoyer ses représentants pour participer discussion de la question concernant la liberté religion en Bulgarie, j'ai l'honneur de vous communiquer, Monsieur le Secrétaire général, que le Gouvernement bulgare rejette décidément votre invitation.

1. La décision de la Commission politique d'inscrire ordre du jour ONU la question liberté de religion en Bulgarie en rapport avec le procès judiciaire contre les quinze pasteurs protestants-espions, qui vient de prendre fin, se trouve en complète contradiction avec article deux point sept du Statut ONU, qui exclut et défend immixtion dans affaires intérieures n'importe quel pays tel est le cas avec la condamnation par cour compétente bulgare des pasteurs citoyens bulgares.

2. Le Gouvernement bulgare, en tant que Gouvernement Etat souverain, n'acceptera pas participer discussion des affaires intérieures de Bulgarie par Puissances étrangères. Le Gouvernement bulgare proteste hautement contre cette décision de la Commission politique d'inscrire ordre du jour ONU la question de la liberté religion en Bulgarie et déclare qu'il considérera comme non avenue toute décision quelle qu'elle soit de l'ONU ou de ses organes ayant trait au fond de cette question.

3. Le Gouvernement bulgare déclare, devant le monde civilisé tout entier, que dans la République populaire la liberté religion est entièrement garantie à tous les cultes, de même que les autres libertés civiles et politiques sont garanties à tous les citoyens bulgares sans discrimination de race, nationalité, religion et sexe. Les lois du pays sévèrement appliquées par le Gouvernement limitent seulement la liberté des crimes envers la

against the security of the State, public law, and morality. The Bulgarian Government categorically repudiates the charges brought by the representatives of Bolivia and Australia, supported by the representative of the United States of America, since they are unfounded and do not correspond to the real facts; these charges constitute a hostile act against Bulgaria and are obviously motivated by aims which bear no relation to the safeguarding of peace and the development of co-operation between peoples, towards which the People's Republic of Bulgaria is directing its efforts.

Vassil KOLAROFF
*Vice-President of the Council and
 Minister for Foreign Affairs of
 the People's Republic of Bulgaria*

sécurité de l'Etat, le droit et la morale publics. Le Gouvernement bulgare rejette décisivement les accusations soulevées par les représentants de Bolivie et d'Australie, avec lesquels se solidarisa le représentant des Etats-Unis d'Amérique, comme infondées et ne correspondant pas à la réalité; ces accusations sont un acte d'inimitié envers la Bulgarie et elles ont été dictées évidemment dans des buts qui n'ont rien à voir avec la sauvegarde de la paix et le développement de la collaboration entre les peuples, vers lequel sont dirigés les efforts de la République populaire de Bulgarie.

Vassil KOLAROFF
*Président du Conseil adjoint
 et Ministre des affaires étrangères
 de la République populaire de Bulgarie*

DOCUMENT A/AC.24/60

Agenda item 20

El Salvador: draft resolution

[Original text: Spanish]
 [3 May 1949]

Whereas the question of the admission of Israel to membership in the United Nations has been placed on the agenda of the *Ad Hoc* Political Committee of the General Assembly,

And whereas that question is closely connected with the attitude of the Government of Israel to the execution of the resolutions on the internationalization of Jerusalem and the adjacent area and on the problem of the refugees, which were, respectively, adopted by the General Assembly of the United Nations on 29 November 1947¹ and 11 December 1948,²

And whereas the Government of Israel should be given an opportunity to clarify its attitude with respect to these questions,

*Therefore the Ad Hoc Political Committee
 Resolves*

To invite the Government of Israel, through representatives to be designated by it, to participate, without right to vote, in the discussions of the *Ad Hoc* Political Committee concerning the admission of Israel to membership in the United Nations, the sole purpose of such participation to be to clarify to the said Committee the Israeli Government's attitude to the execution of the aforesaid resolutions of the General Assembly on the internationalization of Jerusalem and the adjacent area and on the problem of refugees.

Point 20 de l'ordre du jour

Salvador: projet de résolution

[Texte original en espagnol]
 [3 mai 1949]

Considérant que la question de l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies a été inscrite au programme de travail que doit suivre la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale,

Considérant que la question est étroitement liée à la position du Gouvernement d'Israël à l'égard de la suite à donner aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, les 29 novembre 1947¹ et 11 décembre 1948², relativement à l'internationalisation de Jérusalem et des environs, ainsi qu'au problème des réfugiés,

Considérant qu'il importe de donner au Gouvernement d'Israël la possibilité de définir sa position à l'égard de ces deux questions;

La Commission politique spéciale

Décide en conséquence d'inviter le Gouvernement d'Israël à participer sans droit de vote, par l'intermédiaire des représentants qu'il voudra bien désigner, à la discussion, par la Commission politique spéciale, de la question de l'admission de l'Etat d'Israël à l'Organisation des Nations Unies, à seule fin de pouvoir définir, par devant la Commission, la position qu'il adopte à l'égard de la suite à donner aux résolutions précitées de l'Assemblée générale, relatives à l'internationalisation de Jérusalem et des environs, ainsi qu'au problème des réfugiés.

DOCUMENT A/AC.24/60/REV.1

Agenda item 20

El Salvador: revised draft resolution

(including amendments proposed by Australia and Denmark)

[Original text: Spanish]
 [4 May 1949]

Whereas the question of the admission of Israel to membership in the United Nations has been

¹ See *Official Records of the second session of the General Assembly, Resolutions*, page 131.

² See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part I, Resolutions*, page 21.

Point 20 de l'ordre du jour

Salvador: projet de résolution révisé

(y compris les amendements proposés par l'Australie et le Danemark)

[Texte original en espagnol]
 [4 mai 1949]

Considérant que la question de l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies a été

¹ Voir les *Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, Résolutions*, page 131.

² Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, Première partie, Résolutions*, page 21.

placed on the agenda of the *Ad Hoc* Political Committee of the General Assembly,

And whereas that question is closely connected with the attitude of the Government of Israel to the execution of the resolutions on the internationalization of Jerusalem and the adjacent area and on the problem of the refugees, which were, respectively, adopted by the General Assembly of the United Nations on 29 November 1947 and 11 December 1948, and also with the investigations into the circumstances in connexion with the assassination of the United Nations Mediator, Count Folke Bernadotte, and Colonel André Sérot,

And whereas the Government of Israel should be given an opportunity to clarify its attitude with respect to these questions,

Therefore the Ad Hoc Political Committee Resolves

To invite the Government of Israel to send a representative to the *Ad Hoc* Political Committee with a view to answering such questions and making such statements as the Committee might deem desirable before reporting to the General Assembly on the question of the admission of Israel to membership in the United Nations.

inscrite au programme de travail que doit suivre la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale,

Considérant que la question est étroitement liée à la position du Gouvernement d'Israël à l'égard de la suite à donner aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, les 29 novembre 1947 et 11 décembre 1948, relativement à l'internationalisation de Jérusalem et des environs et au problème des réfugiés, ainsi qu'à l'enquête concernant les circonstances qui ont entouré l'assassinat du comte Folke Bernadotte, Médiateur des Nations Unies, et du colonel André Sérot,

Considérant qu'il importe de donner au Gouvernement d'Israël la possibilité de définir sa position à l'égard de ces questions;

La Commission politique spéciale

Décide en conséquence d'inviter le Gouvernement d'Israël à envoyer à la Commission politique spéciale un représentant chargé de répondre aux questions que la Commission désirera lui poser et de faire les déclarations qu'elle jugera utiles, avant de soumettre à l'Assemblée générale un rapport sur la question de la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies.

DOCUMENT A/AC.24/61

Agenda item 20

Argentina: draft resolution

[*Original text: Spanish*]
[3 May 1949]

Considering the fundamental interests of the Catholic Church with regard to the fate of the Holy Places in Palestine,

The Ad Hoc Political Committee

Invites the Holy See to submit, if it sees fit, a verbal or written report on the guarantees which, in its exalted opinion, would be necessary for the protection of the Sacred Places in Palestine and for free access thereto.

Point 20 de l'ordre du jour

Argentine: projet de résolution

[*Texte original en espagnol*]
[3 mai 1949]

Tenant compte de l'intérêt capital que l'Eglise catholique porte au sort des Lieux saints de Palestine,

La Commission politique spéciale

Invite le Saint-Siège à bien vouloir énoncer, s'il le juge à propos, sous forme de rapport écrit ou de déclaration verbale, les garanties qui, selon son éminente opinion, seraient nécessaires pour protéger les Lieux saints de Palestine et en assurer le libre accès.

DOCUMENT A/AC.24/62

Agenda item 20

Lebanon: draft resolution

[*Original text: English*]
[3 May 1949]

The General Assembly,

Taking note of the communication from the President of the Security Council to the President of the General Assembly,¹

Recalling its resolution of 29 November 1947 providing for the establishment of a special international régime for the City of Jerusalem and its environs,

Recalling paragraph 8 of its resolution of 11 December 1948 in which it "Resolves that, in

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly, Part II, Plenary meetings, Annexes, document A/818.*

Point 20 de l'ordre du jour

Liban: projet de résolution

[*Texte original en anglais*]
[3 mai 1949]

L'Assemblée générale,

Prenant acte de la communication adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité¹,

Rappelant sa résolution du 29 novembre 1947 relative à l'institution d'un régime international spécial pour la Ville de Jérusalem et ses environs,

Rappelant le paragraphe 8 de sa résolution du 11 décembre 1948 dans lequel il a été décidé

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, Deuxième partie, séances plénières, annexes, document A/818.*

view of its association with three world religions, the Jerusalem area, including the present municipality of Jerusalem plus the surrounding villages and towns . . . should be accorded special and separate treatment from the rest of Palestine and should be placed under effective United Nations control”.

Taking note of the actions of the Government of Israel proclaiming the New City of Jerusalem as part of the State of Israel and establishing the headquarters of several government departments in that City as well as holding in it the opening meetings of the Assembly of Israel,

Taking note of the Second Progress Report of the United Nations Conciliation Commission for Palestine (A/838), which states in paragraph 28 that Mr. Ben Gurion, Prime Minister of Israel, said, “For historical, political and religious reasons the State of Israel could not accept the establishment of an international régime for the City of Jerusalem”.

Considering its instructions to the Conciliation Commission to present to the fourth regular session of the General Assembly detailed proposals for a permanent international régime for the Jerusalem area,

Recalling paragraph 11 of its resolution of 11 December 1948 in which it, “Resolves that the refugees wishing to return to their homes and live at peace with their neighbors should be permitted to do so at the earliest practicable date”.

Taking note of statements of responsible members of the Government of Israel, rejecting the principle established by the General Assembly that refugees wishing to return to their homes should be permitted to do so at the earliest practicable date,

Resolves

1. To postpone action on the admission of Israel to membership of the United Nations until the Government of Israel (1) has accepted the principle of the internationalization of Jerusalem, and (2) has accepted the principle that the refugees who wish to return to their homes should be allowed to do so;

2. To instruct the United Nations Conciliation Commission for Palestine to conduct negotiations with the Government of Israel with a view to ascertaining its acceptance of the two principles referred to in paragraph 1 above, and to report to the fourth regular session of the General Assembly.

“qu'en raison des liens qu'elle a avec trois religions mondiales, la région de Jérusalem, y compris la municipalité actuelle de Jérusalem plus les villages et centres environnants . . . devrait jouir d'un traitement particulier et distinct de celui des autres régions de Palestine et devrait être placée sous le contrôle effectif des Nations Unies”.

Prenant acte du fait que le Gouvernement d'Israël a proclamé que la nouvelle Ville de Jérusalem fait partie intégrante de l'Etat d'Israël, qu'il a installé dans cette Ville les services centraux de plusieurs administrations publiques et qu'il y a tenu les séances d'ouverture du Parlement d'Israël,

Prenant acte du deuxième rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine sur l'évolution de la situation (A/838) dans lequel sont rapportées, au paragraphe 28, les paroles suivantes de M. Ben Gurion, Premier Ministre d'Israël: “Pour des raisons d'ordre politique, historique et religieux, l'Etat d'Israël ne pourra pas accepter l'établissement d'un régime international pour la Ville de Jérusalem”.

Considérant qu'elle a donné pour instructions à la Commission de conciliation de lui présenter, lors de sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées relatives à un régime international permanent pour la région de Jérusalem,

Rappelant le paragraphe 11 de sa résolution du 11 décembre 1948 dans lequel elle a décidé “qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins”.

Prenant acte des déclarations de certaines personnalités du Gouvernement d'Israël qui ont rejeté le principe établi par l'Assemblée générale selon lequel il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible,

Décide

1. D'ajourner toute décision quant à l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies jusqu'à ce que le Gouvernement d'Israël 1) ait accepté le principe de l'internationalisation de Jérusalem, et 2) ait accepté le principe du libre retour dans leurs foyers des réfugiés qui désirent y rentrer;

2. De donner pour instructions à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine d'engager des négociations avec le Gouvernement d'Israël en vue de faire affirmer par ce dernier qu'il accepte les deux principes rappelés au paragraphe 1 ci-dessus, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire.

DOCUMENT A/AC.24/62/REV.1

Agenda item 20

Lebanon: revised draft resolution

[Original text: English]
[6 May 1949]

The General Assembly,

Taking note of the communication from the President of the Security Council to the President of the General Assembly,¹

¹ Document A/818.

Point 20 de l'ordre du jour

Liban: projet de résolution révisé

[Texte original en anglais]
[6 mai 1949]

L'Assemblée générale,

Prenant acte de la communication adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité¹,

¹ Document A/818.

Recalling its resolution of 29 November 1947 providing for the establishment of a special international régime for the City of Jerusalem and its environs,

Recalling paragraph 8 of its resolution of 11 December 1948,

Considering its instructions to the Conciliation Commission to present to the fourth regular session of the General Assembly detailed proposals for a permanent international régime for the Jerusalem area,

Recalling paragraph 11 of its resolution of 11 December 1948,

Taking note of the unsatisfactory nature of the report¹ on the assassination of Count Folke Bernadotte and Colonel André Sérot presented by the representative of the Government of Israel,

Resolves

1. To postpone action at this session on the admission of Israel to membership of the United Nations; and

2. To instruct the United Nations Conciliation Commission for Palestine to conduct negotiations with the Government of Israel with a view to ascertaining its acceptance of the principles contained in the General Assembly resolutions referred to above, and to report to the fourth regular session of the General Assembly.

Rappelant sa résolution du 29 novembre 1947 relative à l'institution d'un régime international spécial pour la Ville de Jérusalem et ses environs,

Rappelant le paragraphe 8 de sa résolution du 11 décembre 1948,

Considérant qu'elle a donné pour instructions à la Commission de conciliation de lui présenter, lors de sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées relatives à un régime international permanent pour la région de Jérusalem,

Rappelant le paragraphe 11 de sa résolution du 11 décembre 1948,

Prenant acte de la nature peu satisfaisante du rapport¹ sur l'assassinat du Comte Folke Bernadotte et du colonel André Sérot, soumis par le représentant du Gouvernement d'Israël;

Décide

1. D'ajourner toute décision quant à l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies;

2. De donner pour instructions à la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine d'engager des négociations avec le Gouvernement d'Israël en vue de faire affirmer par ce dernier qu'il accepte les principes contenus dans les résolutions précitées de l'Assemblée générale, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatrième session ordinaire.

DOCUMENT A/AC.24/62/REV.3

Agenda item 20

Lebanon: revised draft resolution

[Original text: English]
[9 May 1949]

The General Assembly,

Taking note of the communication from the President of the Security Council to the President of the General Assembly,²

Recalling its resolution of 29 November 1947 providing for the establishment of a special international régime for the City of Jerusalem and its environs,

Recalling paragraph 8 of its resolution of 11 December 1948,

Considering its instructions to the Conciliation Commission to present to the fourth regular session of the General Assembly detailed proposals for a permanent international régime for the Jerusalem area,

Recalling paragraph 11 of its resolution of 11 December 1948,

Taking note of the unsatisfactory nature of the report³ on the assassination of Count Folke Bernadotte and Colonel André Sérot presented by the representative of the Government of Israel,

Resolves to defer to its fourth regular session action on the admission of Israel to membership of the United Nations.

¹ Document S/1315.

² Document A/818.

³ Document S/1315.

Point 20 de l'ordre du jour

Liban: projet de résolution révisé

[Texte original en anglais]
[9 mai 1949]

L'Assemblée générale,

Prenant acte de la communication adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité²,

Rappelant sa résolution du 29 novembre 1947 relative à l'institution d'un régime international spécial pour la Ville de Jérusalem et ses environs,

Rappelant le paragraphe 8 de sa résolution du 11 décembre 1948,

Considérant qu'elle a donné pour instructions à la Commission de conciliation de lui présenter, lors de sa quatrième session ordinaire, des propositions détaillées relatives à un régime international permanent pour la région de Jérusalem,

Rappelant le paragraphe 11 de sa résolution du 11 décembre 1948,

Prenant acte de la nature peu satisfaisante du rapport¹ sur l'assassinat du Comte Folke Bernadotte et du colonel André Sérot, soumis par le représentant du Gouvernement d'Israël,

Décide de renvoyer à sa quatrième session ordinaire toute décision quant à l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies.

¹ Document S/1315.

² Document A/818.

DOCUMENT A/AC.24/64

Agenda item 20

Iraq: draft resolution

[Original text: English]
[4 May 1949]

Taking note of the letter dated 7 March 1949 from the President of the Security Council to the President of the General Assembly concerning the application of Israel for membership in the United Nations,¹

Considering that the decision of the Security Council for the admission of Israel to membership of the United Nations was taken by an affirmative vote of 9 in favour, 1 abstention, and 1 against, with 1 of the permanent members of the Security Council abstaining,²

Considering that paragraph 2 of Article 4 of the Charter of the United Nations provides that "the admission of any such State to membership in the United Nations will be effected by a decision of the General Assembly upon recommendation of the Security Council,

Considering that paragraph 3 of Article 27 of the Charter of the United Nations states that "decisions of the Security Council on all other matters (non-procedural matters) shall be made by an affirmative vote of seven members including the concurring votes of the permanent members," and,

Considering that it is difficult to consider an abstention by one of the permanent members of the Security Council as an affirmative vote of concurrence,

The General Assembly resolves that:

1. An enquiry should be sent to the Security Council seeking further explanation for the validity of the vote taken with regard to the application of Israel to membership in the United Nations; and,

2. Aside from any explanation which might be forthcoming from the Security Council, and without prejudice to the discussion of the merits of the case, it finds it necessary to seek an advisory opinion from the International Court of Justice upon whether a vote of abstention by a permanent member of the Security Council can be considered a vote of concurrence or whether such a vote can be consonant with the provisions of paragraph 3 of Article 27 of the Charter of the United Nations, and therefore the General Assembly instructs the Secretary-General of the United Nations to take the necessary measures to obtain the advisory opinion of the International Court of Justice on this matter at the earliest possible date and to forward such information as might be obtained to the Committee concerned with this matter.

¹ Document A/818.

² See *Official Records of the Security Council*, fourth year, No. 17, 414th meeting, 4 March 1949.

Point 20 de l'ordre du jour

Irak: projet de résolution

[Texte original en anglais]
[4 mai 1949]

Prenant note de la lettre en date du 7 mars 1949 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité relative à la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies¹,

Considérant que la décision du Conseil de sécurité recommandant l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies a été adoptée par neuf voix contre une avec une abstention, celle d'un des membres permanents du Conseil²,

Considérant qu'aux termes du paragraphe 2 de l'Article 4 de la Charte des Nations Unies "l'admission comme Membre des Nations Unies de tout Etat remplissant ces conditions se fait par décision de l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité",

Considérant qu'aux termes du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies "les décisions du Conseil de sécurité sur toutes autres questions (questions autres que les questions de procédure) sont prises par un vote affirmatif de sept de ses membres dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents", et

Considérant qu'il est difficile d'interpréter l'abstention de l'un des membres permanents du Conseil de sécurité comme un vote affirmatif;

L'Assemblée générale
Décide

1. D'inviter le Conseil de sécurité à fournir des précisions complémentaires sur la valeur du vote auquel a donné lieu la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies;

2. Indépendamment de toute explication que pourrait fournir le Conseil de sécurité, et sans préjuger la discussion de la question quant au fond, l'Assemblée générale estime nécessaire de demander l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la question de savoir si l'abstention d'un membre permanent au Conseil de sécurité peut être considérée comme un vote affirmatif ou si un tel vote peut être compatible avec les dispositions du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies; en conséquence, l'Assemblée générale charge le Secrétaire général des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour obtenir, le plus rapidement possible, l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur cette question, et de transmettre à la Commission intéressée les renseignements qu'il pourra recevoir.

¹ Document A/818.

² Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, quatrième année, No 17, 414ème séance, 4 mars 1949.

DOCUMENT A/AC.24/68

Agenda item 20

Australia, Canada, Guatemala, Haiti, Panama, United States of America and Uruguay: draft resolution

[*Original text: English*]
[6 May 1949]

Having received the report of the Security Council on the application of Israel for membership in the United Nations,¹

Noting that, in the judgment of the Security Council, Israel is a peace-loving State and is able and willing to carry out the obligations contained in the Charter, and

Noting that the Security Council has recommended to the General Assembly that it admit Israel to membership in the United Nations, and

Noting furthermore the declaration by the State of Israel that it "unreservedly accepts the obligations of the United Nations Charter and undertakes to honour them from the day when it becomes a Member of the United Nations",²

The General Assembly,

Acting in discharge of its functions under Article 4 of the Charter and rule 125 of its rules of procedure,

Decides that Israel is a peace-loving State which accepts the obligations contained in the Charter and is able and willing to carry out those obligations, and

Decides to admit Israel to membership in the United Nations.

Point 20 de l'ordre du jour

Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Panama et Uruguay: projet de résolution

[*Texte original en anglais*]
[6 mai 1949]

Ayant reçu le rapport du Conseil de sécurité relatif à la demande d'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies¹,

Notant que, de l'avis du Conseil de sécurité, Israël est un Etat pacifique, capable de remplir les obligations de la Charte et disposé à le faire,

Notant que le Conseil de sécurité a recommandé à l'Assemblée générale d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies,

Prenant acte, en outre, de la déclaration d'Israël par laquelle ce dernier "accepte, sans réserve aucune, les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies"².

L'Assemblée générale,

Remplissant les fonctions qui lui incombent aux termes de l'Article 4 de la Charte et de l'article 125 de son règlement intérieur,

Décide qu'Israël est un Etat pacifique qui accepte les obligations de la Charte, est capable de remplir lesdites obligations et disposé à le faire; et

Décide d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies.

DOCUMENT A/AC.24/70

Agenda item 9 (48)

Haiti: draft resolution

[*Original text: French*]
[9 May 1949]

Whereas there are other non-aboriginal populations who have lived for three centuries on the American continent and who also must cope with social problems that are difficult to solve,

Whereas this question also deserves to receive the attention of the Economic and Social Council of the United Nations,

The Ad Hoc Political Committee

Recommends to the General Assembly that the study of social problems relating to the aboriginal populations of the American continent be extended to all other groups, especially colour groups, who also live on that continent and whose great moral and material distress also calls for the earnest attention of our Organization.

¹ Document A/818.

² See *Official Records of the Security Council*, third year, Supplement for December 1948, document S/1093.

Point 9(48) de l'ordre du jour

Haïti: projet de résolution

[*Texte original en français*]
[9 mai 1949]

Considérant qu'il existe d'autres populations non aborigènes vivant depuis trois siècles sur le continent américain et qui doivent, elles aussi, faire face à des problèmes sociaux difficiles à résoudre,

Considérant que cette question mérite aussi de retenir l'attention du Conseil économique et social des Nations Unies,

La Commission politique spéciale

Recommande à l'Assemblée générale d'étendre l'étude des problèmes sociaux ayant trait aux populations autochtones du continent américain, à tous les autres groupements, spécialement de couleur, vivant aussi sur ce continent, et dont la grande détresse morale et matérielle appelle aussi la haute sollicitude de notre Organisation.

¹ Document A/818.

² Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité*, troisième année, Supplément d'avril 1948, document S/1093.

DOCUMENT A/AC.24/71/REV.1

Agenda item 9 (48)

Bolivia: revised draft resolution

[Original text: English]
[10 May 1949]

Whereas the Charter sets forth as one of the objectives of the United Nations the promotion of social progress and higher standards of living throughout the world,

Whereas there exists on the American continent a large aboriginal population which faces peculiar social problems that it is necessary to study in the field of international co-operation,

Whereas several American nations are directly and vitally interested in that problem,

Whereas the material and cultural development of those populations would result in a more profitable utilization of the natural resources of America to the advantage of the world;

The General Assembly

Recommends that, in accordance with Articles 13 and 62 of the Charter, the Economic and Social Council, with the assistance of its subsidiary organs, especially the Social Commission, the Economic and Employment Commission, the Commission on Human Rights and of the specialized agencies concerned, study the situation of the aboriginal population of the American continent, and report to the General Assembly as soon as possible;

Invites the Secretary-General to co-ordinate these activities and to initiate such studies as are deemed necessary in consultation with the interested Member States and the competent regional organizations in compliance with the terms of this resolution.

Poin: 9(48) de l'ordre du jour

Bolivie: projet de résolution révisé

[Texte original en anglais]
[10 mai 1949]

Considérant qu'aux termes de la Charte, l'un des buts des Nations Unies est de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans le monde,

Considérant qu'il existe sur le continent américain une population aborigène nombreuse qui doit faire face à des problèmes sociaux particuliers qu'il est nécessaire d'étudier dans le domaine de la coopération internationale,

Considérant que ce problème présente un intérêt capital et immédiat pour plusieurs nations américaines,

Considérant que le progrès matériel et culturel de ces populations amènerait une utilisation plus profitable, dans l'intérêt du monde, des ressources naturelles de l'Amérique;

L'Assemblée générale

Recommande, conformément aux Articles 13 et 62 de la Charte, au Conseil économique et social, avec l'assistance de ses organes subsidiaires, en particulier de la Commission des questions sociales, de la Commission des questions économiques et de l'emploi, de la Commission des droits de l'homme et des institutions spécialisées intéressés, d'étudier la situation de la population aborigène du continent américain, et de faire rapport, dès que possible, à l'Assemblée générale;

Invite le Secrétaire général, conformément aux termes de la présente résolution, à coordonner ces activités et à entreprendre toutes les études qui seraient jugées nécessaires, de concert avec les Etats Membres intéressés et les organisations régionales compétentes.